



Accédez au Catalogue des accords d'entreprises par thématiques, secteurs et dates
[Catalogue des accords](#)

Accueil » Relations collectives » Relations sociales transnationales » Comment l'accord mondial sur la RSE va être déployé au sein d'EDF

Comment l'accord mondial sur la RSE va être déployé au sein d'EDF

Un nouvel accord mondial sur la RSE a été conclu fin janvier chez l'énergéticien français EDF pour la période 2025-2030. Signé à l'unanimité des organisations syndicales, il inclut les questions de transitions écologique et numérique, prévoit une étude sur le salaire décent et renforce la gouvernance de l'accord. *mind RH* a recueilli les témoignages des parties pour dévoiler ses ambitions, à l'heure où la RSE est remise en cause, et les enjeux de son déploiement.

Par Antoine Piel. Publié le 20 février 2025 à 16h03 - Mis à jour le 20 février 2025 à 16h08

Comme *mind RH* le dévoilait en janvier, EDF (180.000 salariés) dispose d'un nouvel accord mondial sur la RSE. Celui-ci a été signé à l'unanimité de 18 organisations syndicales locales et de deux fédérations mondiales, *industriAll Global Union* et la Fédération internationale des services publics. Il reprend les engagements du précédent accord de 2018 sur la liberté d'association, la santé et la sécurité ou l'égalité des chances. Mais le texte a gagné des chapitres supplémentaires, notamment sur les engagements environnementaux du groupe et des garanties quant à l'impact de la transition numérique. *"Le contenu est plus étoffé avec des sujets nouveaux issus du retour d'expérience fait avec le bilan de l'accord précédent, tout en gardant l'architecture de l'accord, explique à mind RH Marc Giffon, négociateur pour la CFE-CGC. "Les négociations ont été convergentes sur l'inclusion de nouvelles thématiques, notamment sur l'environnement", abonde Nadège Ghizoli, directrice du dialogue social.*

> Un accord stratégique pour EDF

"L'entreprise ne peut être durable qu'en conjuguant performance économique et responsabilité sociale et environnementale", énonce l'accord. La déclaration partagée prend

un sens particulier alors que la RSE est **de plus en plus remise en cause par des organisations patronales et certains gouvernements**. Les engagements sur le devoir de vigilance, qui s'applique à EDF **du fait de la loi française**, sont justement renforcés avec une discussion annuelle préalable du plan de l'entreprise devant le Comité mondial de dialogue sur la RSE. De même, le groupe s'engage à une étude d'impact sociale et environnementale préalable au lancement de tout nouveau projet. L'énergéticien a enfin formalisé la promesse de l'accompagnement des fournisseurs pour les aider à respecter la charte du groupe sur la santé et la sécurité, les droits humains et l'environnement.

*“Dans le contexte où un **paquet omnibus** arrive et va peut-être remettre en cause un certain nombre de directives, nous tenons à faire passer le message qu'EDF n'a pas attendu les réglementations pour s'engager. Nous avons aussi la conviction forte qu'on ne fera pas la transition énergétique sans les salariés, sans l'adhésion des communautés et donc en mesurant l'impact positif de cette transition auprès de de nos parties prenantes”,* détaille Carine de Boissezon, directrice de l'impact du groupe, chargée de la RSE mais aussi des relations investisseurs. L'accord mondial est selon elle un *“enjeu de financement”* après avoir été présenté aux financeurs d'EDF il y a plusieurs années : *“Nous leur avons montré que les entreprises engagées par le dialogue social étaient plus avancées dans l'acceptabilité de la transition écologique, en particulier pour la fermeture des actifs thermiques.”* L'entreprise défend donc également le maintien de la CSRD pour *“permettre aux investisseurs de financer les entreprises les plus engagées”*.

Lire aussi

UE : la CSRD, une marche qui s'annonce haute à franchir pour les directions RH

Un déploiement sur plusieurs mois

Le Comité de dialogue, instance mondiale paritaire, est renforcé pour la période 2025-2030. Les élus pourront se faire assister par des experts *“pour les points de l'ordre du jour qui le justifient”*, sur accord de la direction. De même, le secrétaire gagne de nombreuses heures de délégation en passant d'un jour par mois à 80 jours par an, *“soit un mi-temps total”*, se félicite Estelle Devos, négociatrice pour la CFDT. *“Il y a une volonté forte de faire vivre cet accord”*, analyse-t-elle. Pour la première fois, l'ensemble des membres de l'instance se sont également vus confier une lettre de mission de la part de la direction du dialogue social. *“Il y a également un budget qu'on n'avait pas auparavant pour organiser des visites de terrain et les représentants hors Europe ont des jours supplémentaires pour les déplacements”*, ajoute Mme Devos. *“Ce n'est pas un simple comité de suivi de l'accord mais un comité d'entreprise mondial”*, corrobore Marc Giffon.

“Nous allons discuter un plan de déploiement avec les représentants du personnel”, annonce par ailleurs Nadège Ghizoli. *“L'enjeu principal est de le faire connaître. Les*

représentants syndicaux locaux n'ont pas forcément le réflexe d'utiliser un accord mondial", témoigne Marc Giffon. Côté direction, un réseau de correspondants locaux doit déjà être mis en place pour présenter l'accord en 2025. *"Nous allons l'animer pour faciliter le déploiement et le suivi. Nous allons former nos collègues, notamment via un webinaire de présentation"*, précise Estelle Devos. Une réunion aura également lieu dans chaque pays entre direction et élus à propos de l'accord mondial. *"Nous prévoyons des e-learning ouverts à la fonction RH et aux salariés pour comprendre ce qu'est la RSE et sur les engagements concrets du groupe. Nous en faisons déjà tous sans forcément savoir qu'il s'agit de RSE"*, complète la directrice du dialogue social.

➤ Des mesures sociales à l'étude

Sur le plan social, EDF s'engage à un benchmark des pratiques existantes pour une éventuelle mise en place d'un socle mondial de protection sociale. Et va lancer des travaux, en concertation avec les syndicats, pour étudier le lancement d'une politique de salaire décent. *"L'enjeu est de faire en sorte qu'on arrive à fiabiliser et standardiser les données RSE au même niveau que les données financières alors qu'on en est loin aujourd'hui. Nous avons besoin d'investissements dans des systèmes d'information pour avoir une traçabilité de la donnée, c'est la problématique que nous rencontrons aujourd'hui avec le salaire décent"*, considère Carine de Boissezon. *Très peu de bases de données existent, elles sont en plus tenues par des petites structures, donc il y a un risque sur leur pérennité. Le fait que d'autres acteurs, avec des ressources, commencent à investir ces enjeux de salaire décent, permettra de rassurer les grands groupes qui veulent s'engager dans cette démarche. Il faut éviter les risques d'incompréhension des évolutions des bases de données qui sont quand même très structurantes sur les engagements que nous prenons à l'échelle d'une entreprise comme EDF"*, indique la directrice de l'impact.

Lire aussi

Le salaire décent devient une responsabilité des grandes entreprises

EDF en pleine préparation de son premier rapport de CSRD

Alors que la directive européenne est remise en cause, EDF prépare son premier rapport de CSRD. *"La bonne nouvelle c'est que nous n'avons pas de trou dans la raquette et découvert d'enjeu RSE que nous n'aurions pas vu auparavant"*, confie Carine de Boissezon. Le secteur énergétique étant particulièrement concerné par le reporting environnemental, la directrice de l'impact reconnaît un *"exercice lourd"* (au moins 150 pages) même si elle en défend l'esprit. *"Nous avons un dialogue très*

nourri avec nos parties prenantes au sens large, à commencer par les organisations syndicales. Nous sommes ainsi passés devant le CSE avec notre analyse de double matérialité. Nous avons aussi un conseil de parties prenantes au niveau du PDG avec des climatologues, un représentant du collectif Pour un réveil écologique, le représentant des jobs verts à l'OIT et une multitude de d'experts de la société civile qui nous ont challengé sur nos choix de double matérialité", détaille-t-elle. Le rapport est rédigé et en train d'être présenté en interne.

Antoine Piel

TOUTES LES RESSOURCES LIÉES À CET ARTICLE



En pièces jointes

Accord Cadre Mondial 2025 2030 Edf Signe Complet pdf 1 Mo



Accords cadre internationaux

Climat

CSRD

Devoir de vigilance

Besoin d'informations complémentaires ?

Contactez **mind**
RESEARCH



le service d'études à la demande de mind